



**HAL**  
open science

## Pour un dialogue entre science politique et 'science studies'

Bruno Latour

► **To cite this version:**

Bruno Latour. Pour un dialogue entre science politique et 'science studies'. Revue Française de Science Politique, 2008, 58 (4), pp.657-678. hal-00972920v1

**HAL Id: hal-00972920**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-00972920v1>**

Submitted on 3 Apr 2014 (v1), last revised 25 Apr 2018 (v2)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Pour un dialogue entre science politique et *science studies*\*

*Bruno Latour, Sciences Po*

(à paraître dans la *Revue Française de Science Politique*)

## *Une même question d'épistémologie politique*

Bien que les choses aient profondément changé depuis le portrait croisé du professeur d'Université allemand et du fonctionnaire d'État donné par Max Weber, on s'en sert encore souvent pour résumer les rapports entre la science et la politique. Pourtant, en un siècle, bien d'autres acteurs se sont introduits sur la scène, brouillant chaque jour davantage la répartition des rôles entre le « savant » et le « politique ». Que faire des chercheurs qui diffusent leurs découvertes par conférences de presse ? Des militants écologistes qui témoignent comme experts au cours de procès contre des compagnies pétrolières ? Des avocats spécialistes des brevets qui campent dans les laboratoires ? Du conseil d'administration d'une association de malades qui décide de financer telle ou telle recherche en biologie moléculaire ? Du ministère de la recherche qui impose l'achat de cahiers de protocole normalisés ? D'un gouverneur américain qui introduit dans la constitution de son État l'obligation de soutenir les recherches sur les cellules souches ? Des physiciens dissidents devenus lanceurs d'alerte contre leur propre institut de recherche ? Des députés qui organisent des conférences de consensus sur des questions technologiques hautement controversés ? Des experts en climatologie qui votent au sein du groupe de recherche sur le climat, le GIEC, sur la probabilité des causes du réchauffement global —et qu'on récompense d'un prix Nobel de la paix ? Or, chose étonnante, malgré le pullulement de nouveaux acteurs, on ne voit toujours pas clairement par quoi remplacer une division qui semble à la fois légèrement obsolète et toujours indispensable.

---

\* Je remercie vivement Dominique Linhardt et Dominique Pestre pour leurs remarques.

Comme avec beaucoup d'autres sujets de science sociale, on s'est aperçu qu'une solution possible consistait à prendre cette distinction pour *objet* d'étude au lieu de la considérer comme une *ressource* indiscutable. Il y a une histoire *des* distinctions successives entre science et politique, histoire qui devient documentable à condition de suspendre préalablement LA distinction entre la sphère du politique et celle de la science.

Même si ce programme existait depuis longtemps, sa fécondité n'est devenue vraiment visible aux yeux des chercheurs en sciences politiques qu'avec le maître livre de Steve Shapin et Simon Schaffer sur les relations de Boyle et de Hobbes<sup>1</sup>. Au lieu d'ignorer la science de Hobbes et la politique de Boyle comme on l'aurait fait avant eux, ou, de façon un peu plus avancée, au lieu de traiter les rapports tendus de Boyle et de Hobbes comme si l'un représentait la science et l'autre la politique, le génie de ce livre fut de prendre au sérieux, chez Hobbes, la science et, chez Boyle, la politique. Ou plutôt, de montrer comment s'inventaient chez ces deux auteurs, le tracé hautement délicat et vivement controversé des frontières entre plusieurs *cosmologies* qui allaient donner, d'un côté, la forme de vie expérimentale que nous associons à la chimie de Boyle et, de l'autre côté, un nouveau régime de l'autorité chez Hobbes.

Au lieu de ressasser l'histoire convenue de « La Révolution Scientifique », on voyait dans ce livre s'opposer deux cosmologies, deux *cosmogrammes*<sup>2</sup>, l'un, celui de Boyle, qui associait un certain style littéraire, une définition de Dieu, une conception du vide, des expériences sur la pompe à air, une convocation de la preuve par des gentilshommes savants, une idée particulière du soutien royal ; l'autre, celui de Hobbes, où l'on pouvait repérer une autre définition de Dieu, une autre définition du vide, une définition absolument contraire du style et de la preuve, une profonde méfiance pour les assemblées de gentilshommes savants et, comme on le sait, une notion toute différente de l'autorité, de la déduction, de l'expérience et de la censure. Dans ce travail magistral, les domaines de la science et de la politique se trouvaient progressivement dissous, remplacés par la liste des ingrédients qui définissent des cosmologies de plus en plus irréconciliables. Ce sont ces cosmogrammes qu'il faut distinguer bien qu'ils mêlent des éléments épars de l'ancien « domaine » des sciences et de l'ancien « domaine » du politique.

Comme le montre le livre, c'est bien plus tard, et seulement en prenant les définitions du 19<sup>e</sup> siècle, que l'on pourra *oublier* la politique de Boyle et la science de Hobbes et les traiter séparément, en faisant de l'un la figure tutélaire de la physique ou de la chimie expérimentales, et de l'autre le symbole même de la science politique — avant de se poser la grave question des « rapports entre le savant et le politique »... Une fois la distinction tracée, rares furent les départements de chimie qui se souvinrent de la théologie politique de Boyle et les départements de science politique qui se rappelèrent combien Hobbes espérait avoir contribué à une science enfin démontrée. En reprenant toute l'affaire de la Révolution Scientifique, Shapin et Schaffer ont, pour ainsi dire, *revascularisé* une

<sup>1</sup> S. Shapin, and S. Schaffer, *Le Léviathan et la pompe à air - Hobbes et Boyle entre science et politique* (traduction Thierry Piélat), Paris, La Découverte, 1993.

<sup>2</sup> J. Tresch. "Cosmogram." *Cosmograms*. Edited by M. Ohanian and J.-C. Royoux. New York, Lukas and Sternberg, 67-76, 2005.

question qu'on avait totalement amputée en se servant de la distinction au lieu de la prendre pour objet d'étude.

Or, malgré l'importance reconnue de ce livre, il ne me semble pas qu'il y ait eu véritablement de débat fructueux entre des domaines qui utilisent pourtant tous deux les mêmes expressions : celui de la science politique d'un côté et, de l'autre, celui des études sur la politique des sciences et des techniques, qu'on résume souvent par l'expression anglaise de « *science studies* ». Et pourtant, tous deux participent bien de ce qu'on pourrait appeler *l'épistémologie politique*, en entendant par cette expression l'analyse des liens toujours compliquée entre les conceptions qu'on se fait de la connaissance et celle qu'on peut se faire du politique.

C'est ce débat d'épistémologie politique que je voudrais prolonger dans les pages de la RFSP en essayant de clarifier d'abord une question de vocabulaire.

Je suis frappé en effet de ce que l'accolement des deux termes « science » et « politique » ne suscite pas les mêmes réactions dans les deux disciplines. Pour les sciences politiques, malgré ses multiples nuances, il semble que le mot « science » définisse une méthode, un manière systématique, sérieuse, rigoureuse, empirique d'aborder un objet —le ou la « politique»—, dont les frontières varient certes avec chaque auteur mais dont la délimitation est en principe possible<sup>3</sup>. L'accolement des deux mots y a donc à peu près la même fonction que pour les domaines de connaissance comme les « sciences religieuses », les « sciences du langage », les « sciences administratives ». Rien de plus, par conséquent, que ce que les postfixes de « -logie » ou de « -graphie » ajoutent aux autres domaines savants, comme la sociologie ou la géographie.

Or, ce n'est pas du tout le cas dans l'autre domaine, bien plus récent, celui des *science studies*. En traduisant en anglais l'expression grecque « d'épistémologie », le sens des deux mots « sciences » et « politiques » ont été profondément modifiés<sup>4</sup>. Alors que dans l'expression « science politique », l'accroche des deux termes ne pose pas d'immenses problèmes —il ne s'agit que de prolonger le développement des sciences sociales, humaines, juridiques ou parfois « camérales », vers un nouveau domaine qui s'y prêtera aussi bien que les précédents—, il n'en n'est pas de même dans le second : là, on se trouve face à une puissante réaction chimique, pour ne pas dire une explosion.

En effet dans l'expression « histoire politiques des sciences », ce sont à la fois la politique et la science qui sont devenus les *objets*, ô combien controversés, d'une même série d'enquêtes systématiques. Que Boyle ait aussi des idées sur la royauté et que Hobbes ait sur les mathématiques un avis, voilà qui ne saurait étonner ni les historiens des sciences ni ceux de l'histoire des idées politiques. Mais que la conception du vide de Boyle vienne modifier de façon profonde ce qu'on peut attendre de la matière et partant de l'ordre social ; que la conception que se fait Hobbes de la preuve vienne modifier ce qu'on peut attendre de l'autorité et partant du Souverain ; voilà qui va défaire toute possibilité de regrouper les

<sup>3</sup> M. Grawitz, et J. Leca, *Traité de science politique, la science politique, science sociale, l'ordre politique, tome 1*, Paris, PUF, 1985.

<sup>4</sup> D. Pestre, *Introduction aux Science Studies*, Paris, La Découverte, 2006; E. Hackett, et al. (sous la direction de) *The Handbook of Science and Technology Studies -Third Edition*. Cambridge, Mass, MIT Press, 2007.

activités scientifiques dans une sphère et les activités politiques dans une autre. Bien plus, on va jeter le doute aussi bien sur les capacités de la science à parler seulement de la nature —car c'est aussi de l'ordre social qu'il s'agit— comme sur les capacités de la politique à parler de la souveraineté —car c'est aussi de preuve mathématique qu'il s'agit. Et l'on n'a même pas le confort de pouvoir se dire que ce qui fut peut être vrai au 17<sup>e</sup> siècle ne l'est sûrement plus du nôtre : qu'un prix Nobel de la Paix vienne récompenser le GIEC, prouve assez que c'est bien toute la géopolitique qui se trouve agitée par une question de modélisation mathématique du climat de la Terre.

Alors que les sciences politiques n'ont pas nécessairement besoin de se poser la question de principe sur la légitimité d'une étude scientifique de leur domaine particulier —la politique— (même si les conflits de méthode et de définition abondent<sup>5</sup>), c'est l'idée même d'une distinction des sciences naturelles ou sociales d'avec la politique —et plus généralement « la société »— qui fait l'objet spécifique des études sur les sciences et même, en quelque sorte, leur pierre d'achoppement<sup>6</sup>. Alors que la science politique peut s'en remettre à une certaine version —souvent instituée et stabilisée— de la distinction entre une méthode d'enquête (la ou les « sciences ») et un objet constitué (le, la ou les « politiques »), ce sont justement *toutes* les versions successives de cette distinction elle-même qui forment l'objet propre des *science studies* —pour ne pas dire son tourment particulier. Une chose est sûre : si les questions d'épistémologie politique sont communes aux deux domaines, la relative tranquillité avec laquelle la science politique abouche les deux termes ne se retrouve pas dans celui des études sur la politique des sciences<sup>7</sup>.

C'est pourquoi j'aimerais par cet article partager plus équitablement cette inquiétude et cette tranquillité ! Comment la science politique pourrait-elle prendre comme des ressources légitimes les idées de « science » et de « politique », alors que ces idées ne sont, au mieux, que les résultats provisoires d'une histoire des sciences et des politiques qui reste encore largement hors champ ? Inversement, comment les études sur les sciences pourraient elles prétendre « politiser les sciences » à ce point, sans s'intéresser aux immenses ressources de la science politique pour parler de la politique ? En principe, un double souci devrait tarauder les deux domaines : la science politique devrait s'étonner qu'on puisse remettre en cause aussi bien sa méthode que son objet ; les *science studies* devraient être gênées de ce que le mot « politique » y figure si souvent sans que l'on sache jamais clairement ce qu'il signifie<sup>8</sup>. À première vue, les intersections devraient être

<sup>5</sup> P. Favre, *Comprendre le monde pour le changer : Epistémologie du politique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2005.

<sup>6</sup> B. Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

<sup>7</sup> Voir les dossiers récents réunis dans les deux principales revues du domaine *Social Studies of Science*, en particulier le volume 37 octobre 2007 et *Science Technology and Human Values*.

<sup>8</sup> G. De Vries. "What is Political in Subpolitics? How Aristotle Might Help STS." *Social Studies of Science* 37, 5, 781-809, 2007.

assez nombreuses pour que les questions d'épistémologie politique forment depuis longtemps un fécond lieu d'échange.

En pratique, d'ailleurs, les relations entre les deux domaines sont déjà nombreuses puisque les terrains d'étude obligent le plus souvent, tant ils ont mélangés les sciences, les techniques et les politiques, à recourir aux concepts aussi bien des sciences politiques que des *science studies*<sup>9</sup>. Alors que chaque jour davantage les sujets des doctorants que nous dirigeons en commun, le libellé des appels d'offre auxquels nous répondons de concert, les inquiétudes du public font converger nos *objets* de recherche —les crises écologiques, les questions urbaines, les nouvelles techniques d'information, les controverses sur les sciences, les instruments de la globalisation, l'appréhension des risques, les nouvelles techniques militaires, etc.—, au point qu'il est souvent difficile de savoir si nous appartenons au domaine des sciences politiques ou à celui de la politique des sciences, il me semble malgré tout que les emplois que nous faisons les uns et les autres des termes « science » et « politique » restent incommensurables. Ou, à tout le moins, n'ont pas fait jusqu'ici l'objet d'un effort commun de calibration.

Ne pouvant aucunement parler au nom de la science politique, je voudrais, pour prendre langue, présenter à mes collègues comment ce petit problème de standardisation pourrait éventuellement se poser du point de vue de ma discipline, l'étude des sciences.

Malheureusement, on ne peut rendre justice à l'épineuse question du lien entre nos deux domaines qu'en précisant, du côté politique, *six* acceptions différentes et *quatre* du côté des sciences —cela fait dix, je le sais, sans compter leurs combinaisons. Je m'en excuse par avance : j'aurais préféré pouvoir ouvrir le débat de façon plus lapidaire, mais la seule utilité de cet article vient de ce qu'il ne doit pas simplifier artificiellement la question. Le standardisateur ne doit pas prétendre trancher le nœud Gordien mais savoir aussi, quand il le faut, couper les cheveux en quatre. Aux lecteurs de la Revue de décider ensuite si la « négociation » doit continuer ou non avec les chercheurs d'un domaine aussi embrouillé... Mais avant de décider, qu'ils se souviennent malgré tout que c'est le monde actuel lui-même qui nous tend de si improbables imbroglios pour que nous apprenions à les désemmêler.

---

<sup>9</sup> Comme en témoigne, pour donner quelques exemples, et pour s'en tenir à la France, parmi beaucoup d'autres, J. Lolive, *Contestations du TGV Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 1999; F. Chateauraynaud, and D. Torny, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999; M. Callon, P. Lascoumes, and Y. Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil, 2001; C. Gilbert, (sous la direction de). *Risques collectifs et situations de crise : Apports de la recherche en sciences humaines et sociales*. Paris, L'Harmattan, 2003.

## *Cinq (plus un) sens différents du terme « politique »*

Pour suivre les différents sens du mot politique, tel qu'il est employé dans notre discipline (et sans beaucoup de rapport au début, je m'en excuse, avec ceux de la science politique<sup>10</sup>), il faut accepter de suspendre entièrement l'idée qu'il existerait un domaine propre —le ou la politique— distinct ou même séparable en principe des autres domaines. En un sens, nous acceptons le slogan, encore vide à ce stade, que « tout est politique » ou du moins que « la politique est partout ». La raison de cette façon très relâchée de prendre la question, c'est que nous étudions le plus souvent des situations dans lesquelles de nouveaux êtres, inconnus jusqu'ici, font irruption dans la vie commune en modifiant, parfois de fond en comble, la liste des membres de ce que j'appelle, pour cette raison, un *collectif*.

Pour prendre un exemple célèbre, quand Einstein prend sa plume pour écrire au président Roosevelt afin de l'alerter du danger comme de l'atout que représente la maîtrise des réactions nucléaires, fait-il ou non de la politique ? Non, certes au sens de ce qui pourrait intéresser un spécialiste des élections américaines d'après le New Deal. Mais, tout le monde l'admettra facilement, il fait de la politique le plus *directement* possible puisque, dorénavant, les atomes et leur maîtrise, vont faire partie de l'arsenal militaire, constituer l'une des préoccupations majeures de la géopolitique, occuper des domaines entiers de l'administration, préoccuper des groupes nouveaux de militants. Le cas est simple puisque Einstein s'adresse à un Président légitimement élu selon les canaux les plus classiques du lobbying. Il n'y a donc aucune difficulté à prolonger quelque peu le sens du mot politique.

Mais pour comprendre ce qui intéresse vraiment les *science studies*, il faut le prolonger encore un peu, jusqu'à parvenir au cœur des aspects les plus techniques du travail proprement scientifique d'Einstein. En effet, nous ne vivons plus dans le même monde selon que l'on peut, par le truchement des transformées de Lorenz, rendre tous les cadres de référence (même accélérés) compatibles, ou si, faute de relativité restreinte puis générale, les cadres de référence demeurent tous incommensurables, rendant les mouvements impossibles à calculer et, partant, l'univers incompréhensible. Ce qui est en question dans la théorie de la relativité, c'est que l'univers entier devienne connaissable malgré la dispersion des points de vue<sup>11</sup>. Est-ce une question politique au sens restreint du terme ? Bien sûr que non, il ne s'agit que des plus ésotériques questions de la physique. Est-ce une question

<sup>10</sup> Pour un exemple récent d'incommensurabilité, voir J.-M. Donegani, and M. Sadoun, *Qu'est-ce que la politique ? (Folio)*, Paris, Gallimard, 2007 dont aucune définition ne recoupe celle ici proposée.

<sup>11</sup> L.-S. Feuer, *Einstein et le conflit des générations (préface de Serge Moscovici; traduction de Paul Alexandre)*, Bruxelles, Editions Complexe, 2005; P. Galison, *L'empire du temps : Les horloges d'Einstein et les cartes de Poincaré (traduction par Bella Arman) (folio essai)*, Paris, Robert Laffont, 2005; B. Latour. "A Relativist Account of Einstein's Relativity." *Social Studies of Science* 18, 3-44, 1988.

strictement apolitique pour autant ? Bien sûr que non, car avec ou sans la relativité on n'accède pas aux mêmes dimensions de l'univers. Littéralement, on ne se déplace plus librement dans le même monde. Toucher aux cadres de l'espace et du temps, aucun doute là dessus, nous le savons depuis Marcel Mauss, c'est toucher aux fondements mêmes de l'existence commune.

Mais alors si « tout est politique », comment émerger de la confusion où risque de nous plonger ce slogan vide ? On ne peut plus se tenir à l'existence d'une sphère où se rassemblerait des activités « proprement politiques » et que l'on pourrait ensuite distinguer d'autres sphères, économique, juridiques, scientifiques, etc. La solution que j'ai choisie pour essayer de calibrer nos définitions quelque peu contradictoires, consiste, non pas à définir d'avance un domaine du politique, mais à qualifier par une succession de termes, les *étapes successives* à travers lesquelles passent les *objets controversés*, les *affaires*<sup>12</sup>, ce que l'anglais nomme des « *issues* », dont la multiplicité définit empiriquement les nombreux points de contact entre les questions communes à nos deux disciplines. Autrement dit, au lieu de partir de sphères en essayant sans espoir de les distinguer puis de les relier, je propose de partir des *cas* et de voir de combien de façons différentes on peut qualifier leurs mouvements. Je prétends ainsi que, s'il est impossible de définir clairement les mots « politiques » et « sciences », il est parfaitement possible de qualifier la succession des *étapes* par lesquelles transitent les *objets* controversés.

### **Politique= nouvelles associations**

L'exemple d'Einstein n'est pas unique. Il en serait de même si nous parlions des microbes de Pasteur<sup>13</sup>, de la découverte du magnétisme<sup>14</sup>, des campagnes du Généthon<sup>15</sup>, du nucléaire en France<sup>16</sup>, des nanotechnologies, des équations de la finance<sup>17</sup>, ou de la grippe aviaire, etc. Sur ce point du moins, je crois que l'on peut considérer la cause comme entendue : le domaine de la politique au sens usuel paraît sans cesse débordé par l'irruption de nouveaux êtres qui demandent à être pris en compte et dont, depuis trois siècles, mais chaque jour plus intensément, l'immense majorité proviennent des *laboratoires* — au sens le plus large du terme, en n'oubliant évidemment pas d'y inclure ceux des sciences sociales et camérales<sup>18</sup>.

<sup>12</sup> Le sens est proche de celui mis en lumière dans N. Offenstadt, et al., eds. *Affaires, scandales et grandes causes : De Socrate à Pinochet*. Paris, Stock, 2007 et, plus généralement, dans les travaux de Luc Boltanski et du GSPM.

<sup>13</sup> B. Latour, *Pasteur: guerre et paix des microbes* suivi de *Irréductions*, Paris, La Découverte, 2001.

<sup>14</sup> D. Pestre, *Louis Néel, le magnétisme et Grenoble*, Paris, Editions du CNRS, 1990.

<sup>15</sup> J.-P. H. Dominique Cardon, Anne-Sylvie Pharabod, Sabine Rozier. "Mais qui fait bouger le compteur du Téléthon ? Une construction télévisuelle de la solidarité." *Sciences Sociales et Santé* 16, 3, 1998; M. Callon, and V. Rabeharisoa, *Le pouvoir des malades*, Paris, Presses de l'Ecole nationale des mines de Paris, 1999.

<sup>16</sup> G. Hecht, *Le rayonnement de la France. Energie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale* (traduit par Guenièvre Callon), Paris, La Découverte, 2004.

<sup>17</sup> D. MacKenzie, *An Engine not a Camera. How Financial Models Shape Market*, Cambridge, Mass, MIT Press, 2006.

<sup>18</sup> A. Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.



Pour donner encore un exemple, que se passe-t-il si des astronomes, grâce au truchement d'un nouvel instrument, se mettent à découvrir avec certitude, non plus une ou deux mais des centaines de planètes extérieures au système solaire. Activité « strictement scientifique » et « clairement apolitique » pour les praticiens. Pour les *science studies*, au contraire, un collectif *avec* ou *sans exoplanètes*, n'est plus le même collectif, il ne forme plus les mêmes associations, il est fondamentalement bouleversé. On ne vit pas dans le même cosmos, dans le même univers, dans le même monde s'il existe une seule planète, notre bonne vieille Terre, ou une infinité de planètes dont certaines sont susceptibles de développer des formes de vie. Et d'ailleurs, si l'on hésitait à « politiser » une question aussi technique, il suffirait de se souvenir de Giordano Bruno. La question reste aujourd'hui brûlante... Et il en sera de même chaque fois que l'on modifiera les associations entre les êtres du collectif. La découverte des exoplanètes est-elle politique ? Mais non bien sûr. Est-elle politique ? Oui, sans aucun doute : une grand chambardement est introduit dans l'ordre du monde selon qu'on les multiplie ou qu'on en réduit le nombre.

C'est le *premier sens* que l'on peut reconnaître au mot politique dans le domaine des études sur les sciences : celui d'*association nouvelle*. Beaucoup plus lâche, probablement, que celui qu'on accepterait en science politique proprement dite, mais qui forme pourtant, en dessous, la matière première des bouleversements techniques et économiques à laquelle la vie publique va devoir faire face. Non, les sciences ne viennent pas calmer par leur admirable rigueur les désordres de la vie publique : elles viennent par leurs involontaires (et parfois volontaires) turbulences bouleverser constamment la liste, l'ordonnancement, la hiérarchie, la composition des êtres à rassembler dans un monde commun qui soit quelque peu décent et vivable.

Ce premier sens, en effet, risque de sembler paradoxal puisqu'il apparaît strictement *apolitique* aux yeux des praticiens, du public et d'une partie des analystes. Et pourtant c'est, pour nous, le sens le plus directement, le plus universellement, le plus violemment politique<sup>[1]</sup> (pour faciliter le repérage j'ajouterais dans cet article des indices à chaque usage de ce mot polysémique).

### **Politique= ce qui repose le problème du public**

C'est là qu'il nous faut introduire un *deuxième sens* du mot politique : certaines controverses obligent-elles à modifier aussi la définition du *public* ? On comprend volontiers que l'immense majorité des nouvelles associations proposées, à longueur de pages, dans les bases de brevets, les revues savantes, les centres techniques, ne perturbent qu'une infime minorité de gens et ne deviendront jamais « politiques » en ce deuxième sens (bien qu'elles soient toutes, par définition, je viens de le dire, politique<sup>[1]</sup>). Pour qu'elles deviennent politiques<sup>[2]</sup>, il faut que les formes instituées par lesquelles le collectif se pense et s'administre s'en trouve *explicitement* perturbées.

J'admets volontiers que la question des exoplanètes n'est pas devenue politique<sup>[2]</sup> (du moins pas encore, à moins que le Tribunal de l'Inquisition ne se penche encore sur cette question...). Aucun administrateur, aucun groupe de citoyens, aucun blog, ne s'est encore posée la question des exoplanètes comme un

sujet de dispute qui va venir mettre en question l'organisation de nos institutions, de nos procédures, de nos modes usuels de règlement des conflits. Pour reprendre les termes de John Dewey : le public sur cette affaire n'est pas encore devenu, selon l'expression reprise de Walter Lippmann<sup>19</sup>, un *problème*.

Rappelons que pour ces deux pragmatistes, en effet, le public ne commence à émerger qu'une fois que les procédures usuelles qui permettent l'appréhension tâtonnante des conséquences inattendues des actions communes ont failli les unes après les autres<sup>20</sup>. Si le public apparaît, c'est parce que les autorités ne savent plus quoi faire, qu'il faut réinventer de nouvelles règles et de nouvelles procédures<sup>21</sup>. D'abord « éclipse » par la nouveauté des questions posées, la communauté doit ensuite peu à peu se *recomposer*.

Mais sur d'autres sujets, il est clair que la grande question de Dewey se pose très clairement et que toutes les formes habituelles de vie commune se trouvent profondément mises en cause. Le cas des OGM est peut-être le plus frappant : malgré une quinzaine d'années d'innovations dans les procédures, les lois et les règlements, la formation d'un public ad hoc pour cette affaire se trouve toujours aussi incertaine. Plus généralement, la lecture des quotidiens multiplie désormais les sujets de controverse où l'on voit bien que le public se trouve, pour chaque sujet, impossible à représenter, à rassembler. Le ou, plutôt, les publics (toujours au sens de Dewey et pas celui de l'espace public<sup>22</sup>) restent un problème, qu'il s'agisse de la réintroduction des ours slovènes, des modèles d'évolution du climat planétaire ou des quotas de pêche en mer d'Iroise<sup>23</sup>.

Notons un point important qui pourrait entraîner un malentendu avec ceux qui voudraient continuer à séparer science et politique dans des sphères distinctes. Un sujet qui devient politique<sup>[2]</sup> dans ce deuxième sens, ne ressemble aucunement à ce que les scientifiques appellent souvent la « politisation » indue, injustifiée, incontrôlée, d'un problème qui « aurait dû rester » « strictement technique ou scientifique »<sup>24</sup>. Dans la définition que je propose, il n'y a plus d'un côté les problèmes scientifiques et techniques et de l'autre les problèmes politiques qui, « malheureusement, se mélangeraient » parfois, pour la confusion des bons citoyens. Nous verrons plus loin quels indices il faut donner aux deux termes « politisation » « rationalistes » et « strictement scientifique » dans cette façon

<sup>19</sup> W. Lippmann, *The Phantom Public*, New Brunswick, Transactions Publishers, 1927 [1993] (en voie de traduction en français); N. Marres. "The Issues Deserve More Credit: Pragmatist Contributions to the Study of Public Involvement in Controversy." *Social Studies of Science* 37, 5, 759-80, 2007.

<sup>20</sup> J. Dewey, *Le public et ses problèmes Traduit de l'anglais et préfacé par Joelle Zask*, Pau, Publications de l'Université de Pau/Léo Scheer, 2003.

<sup>21</sup> J. Zask, *L'opinion publique et son double, tome 2 : John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 2000.

<sup>22</sup> D. Reynié, *Le Triomphe de l'opinion publique. L'espace public du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 1998.

<sup>23</sup> N. Marres, *No Issue, No Public. Democratic Deficits after the Displacement of Politics*, Amsterdam, Phd in Philosophy, 2005.

<sup>24</sup> Le même point est fait dans J. Lagroye, *La politisation*, Paris, Belin, 2003. Voir aussi C. De Bellaing et A. Debourdeau (soumis pour publication).

habituelle de parler qui est justement celle dont les *science studies* nous ont heureusement délivré. Tout au contraire, les affaires politique<sup>[2]</sup> sont l'une des réponses possibles aux innovations introduites par la politique<sup>[1]</sup>. Comme le dit admirablement Dewey (après Lippmann) : on ne saisit la question du public que lorsqu'il y a impuissance, destruction, cassure des formes usuelles de traitement de la vie commune. Tout se passe comme si certaines innovations scientifiques et techniques obligeaient à recomposer le puzzle de la vie commune avec de nouvelles pièces<sup>25</sup>.

### **Politique= où se rejoue la question de la souveraineté**

Le contraste est de ce fait assez clair avec le *troisième sens* que l'on peut donner au mot politique dans les affaires suivies par les études sur les sciences. Il ne s'agit plus des êtres nouveaux qui viendraient rompre les associations habituelles ; il ne s'agit pas non plus de l'incertitude sur le dispositif qui pourrait éventuellement résoudre la question du public ébranlé par l'irruption de nouvelles « *issues* », mais de questions où se posent clairement pour un collectif, souvent pour un État, la question même de la souveraineté, de la survie. Le sens commun n'aura pas de peine à y reconnaître ses moutons. « Cette fois-ci, il s'agit d'affaire, *vraiment* politiques. Les exoplanètes, la théorie de la relativité, les OGM, on ne savait pas trop quoi en faire, mais si vous nous parlez de guerre et de paix, d'amis ou d'ennemis, de domination et de pouvoir, là oui, on est en pays de connaissance ». Dans ce cas, c'est plutôt vers Carl Schmitt que vers John Dewey qu'il faudrait se tourner. Et pourtant, si ces affaires sont bien politiques<sup>[3]</sup> elles ne doivent pas faire oublier les deux autres sens qui s'appliquent à des cas infiniment plus nombreux et dont les trajectoires peuvent ne jamais passer par cette étape<sup>26</sup>.

Ce qu'il y a de particulier aux quelques causes qui se politisent<sup>[3]</sup> de cette façon, c'est qu'on y retrouve, alors même qu'il s'agit toujours de questions de science, les mêmes enjeux que pour toutes les grandes questions familières à la science politique. J'ai cité plus haut la lettre d'Einstein : on voit sans peine que le programme Manhattan va en quelques mois, et presque sans rupture, placer la question de la réaction en chaîne —et donc de l'appareillage gigantesque nécessaire à son industrialisation— parmi les plus brûlants enjeux de la souveraineté, les plus noires arcanes du pouvoir, les plus angoissantes questions de l'art militaire. Sur beaucoup de points, il en sera de même pour l'affaire des OGM, du moins pour les Européens et pour certains militants : elle devient clairement l'une des controverses où se joue la souveraineté —qui possède le droit de planter ? qui possède le vivant ?— et en un certain sens une question de vie et de mort —pour la paysannerie, pour la planète, pour certains agriculteurs acculés au suicide ou à la prison.

Depuis l'intensification des crises écologiques, c'est d'ailleurs l'ensemble des questions de climat, de politique énergétique, d'urbanisme etc., qui sont devenues

<sup>25</sup> Sur la notion de « composition progressive du monde commun », voir B. Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

<sup>26</sup> C'est tout l'intérêt du cas décrit par G. de Vries op. cit. que de montrer comment une issue peut, malgré tous les efforts déployés, ne jamais passer dans cet état.

les grandes affaires de la souveraineté, les affaires où se jouent pour un collectif le moment clef de la décision d'être ou de n'être plus. Comment comprendre autrement que la Californie, pour son gouverneur, se définisse en partie par ce qu'elle saura tirer des cellules souches et des voitures propres <sup>27</sup>? Ne jurons pas que la question des exoplanètes ne deviendra jamais une question politique<sup>[3]</sup>: s'il fallait un jour quitter notre Terre ravagée, ne faudrait-il pas dire de ceux qui en superviseront l'exode qu'ils engagent, de la façon la plus radicale qui soit, la grande question Schmittienne de la décision? Certes, il peut paraître étrange d'associer les questions de souveraineté avec des affaires venues des sciences naturelles, mais ce serait limiter beaucoup trop l'empan de la science politique<sup>28</sup>. Il y a bien longtemps que les termes d'ami et d'ennemi ne désignent plus seulement des humains; bien d'autres imbroglios exigent de reprendre, à nouveaux frais, toute la question du Souverain. Les termes de guerre et de paix s'appliquent aussi aux microbes...

### **Politique= l'enjeu d'une procédure démocratique**

Le contraste se voit d'autant mieux avec le *quatrième sens* du mot politique, celui que l'on pourrait, en toute justice, attacher, cette fois-ci, au nom de Jürgen Habermas plutôt qu'à celui de Dewey. Il s'agit d'amener les affaires que les innovations scientifiques et techniques font proliférer, dans le régime usuel de la discussion démocratique. Par opposition à celles qui demeurent politique<sup>[2]</sup> ou politique<sup>[3]</sup> —et a fortiori politique<sup>[1]</sup>—, cela suppose que les procédures existent déjà, qu'elles soient considérées comme légitimes, qu'il y ait un accord minimal sur la façon de traiter les nouvelles affaires ainsi que, l'acceptation préalable par la minorité du respect de la décision finale. Autrement dit, tout ce qui *fait défaut* dans les précédentes.

On peut se moquer de cette conception idéalisée de la discussion rationnelle. On peut douter que des questions affreusement techniques comme celles, par exemple des OGM ou des nanotechnologies, puissent y rentrer commodément. Les nombreux exemples tirés de l'expérience de la « participation du public aux décisions scientifiques et techniques » peuvent à bon droit engendrer un certain scepticisme<sup>29</sup>. On peut même prévoir que les participants à toutes ces affaires

<sup>27</sup> "Sect. 4. Article XXXV is added to the California Constitution, to read: . . . There is hereby established a right to conduct stem cell research which includes research involving adult stem cells, cord blood stem cells, pluripotent stem cells, and / or progenitor cells. Pluripotent stem cells are cells that are capable of self-renewal, and have broad potential to differentiate into multiple adult cell types. Pluripotent stem cells may be derived from somatic cell nuclear transfer or from surplus products of in vitro fertilization treatments when such products are donated under appropriate informed consent procedures."

<sup>28</sup> Voir l'étonnant imbroglio dessiné dans le livre de Y. Barthe, *Le pouvoir d'indécision: La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, 2006 où la question des déchets nucléaires va même jusqu'à modifier la notion de décision, ce *topos* de la théorie de la souveraineté.

<sup>29</sup> P.-B. Joly, C. Marris, and M.-A. Hermitte. « À la recherche d'une « démocratie technique. Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France. » *Natures sciences sociétés* 11, 1, 3-15, 2003; P.-B. Joly, and C. Marris. « La participation contre la

auront plutôt tendance à déborder les procédures, à récuser les représentants choisis, et, dans l'ensemble, à faire rebasculer les enjeux dans une situation « à la Dewey » de politique<sup>[2]</sup> ou « à la Schmitt » de politique<sup>[3]</sup>.

Et pourtant, sans qu'on s'en rende toujours bien compte, il existe une multitude d'affaires qui sont abordées, chaque jour, par des procédures de ce type bien qu'elles aient d'abord été politiques aux sens précédents. Des cantons entiers de l'administration, qu'il s'agisse des vaccinations, de la prévention des incendies, de la définition des cartes de zones à risque, de la mise sur le marché des médicaments, de la vente des droits à polluer, et ainsi de suite, obligent par des procédures légitimes à des décisions disputées et discutées. C'est bien ce qu'on désigne en parlant de « politique de la santé » ou de « politique des risques ».

On dira qu'il n'y a guère de différence alors avec ce que j'ai appelé les sens deux et trois, puisque la même affaire peut fluctuer de l'un à l'autre de ces quatre sens. Mais il y a pourtant bien dans le dernier une tonalité distincte, c'est celle qui distingue la politique de ce qu'on appelle aujourd'hui la *gouvernance*. Bien que tous ces sujets soient techniques, ils n'entraînent ni la remise en cause des procédures (la question du public, au sens de Dewey, ne s'y pose pas ou plus), ni ne se prêtent à l'angoisse du « moment d'exception » — et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'on les range plutôt du côté de l'administration. Tous ces sujets qui proviennent le plus souvent des laboratoires, bien qu'ils soient toujours d'une haute technicité (d'autant que le droit, les sciences administratives, la comptabilité, les sciences économiques, la métrologie, ajoutent presque toujours leur écheveau à ceux venus de la physique, de la chimie, de la biologie) apparaissent pourtant aux parties intéressées comme traitables. En gros, on sait quoi faire ; on sait qui est représentatif ; on sait quel règlement suivre ; on a des informations validées ; on sait par quelle procédure où et comment prendre la parole. Il n'y a d'incertain que la décision finale. On comprend donc l'attrait que représente ce sens là du politique et pourquoi on peut vouloir en souhaiter l'extension. S'il serait périlleux de vouloir réduire la politique à la gouvernance, il n'est pas absurde de reconnaître que certaines affaires se sont bien politisées<sup>[3]</sup> de cette façon.

Si les autres sens du mot politique n'ont pas toujours entraîné de fructueux débat avec la science politique, il n'en est pas de même de cette question commune aux deux domaines : existe-t-il ou non une démocratie technique<sup>30</sup> ? C'est autour de la question clef de l'expertise et du rôle étrange de cet être hybride, l'expert, que s'est fait le point de jonction entre les théories de la démocratie et la question des sciences<sup>31</sup>. Peut-on étendre les principes et les habitudes de la démocratie à des sujets de plus en plus chargés en expertise ? Contrairement au fameux livre de Weber, il ne s'agit pas là d'opposer l'expert au

---

mobilisation ? Une analyse comparée du débat sur les OGM en France et au Royaume-Uni. » *Revue internationale de politique comparée* 10, 2, 195-206, 2003; J.-M. Fourniaux. « L'institutionnalisation du débat public. » *Projet*, 297, 13-21, 2007.

<sup>30</sup> S. Jasanoff, *Designs on Nature: Science and Democracy in Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

<sup>31</sup> H. Collins, and R. Evans, *Rethinking Expertise*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007.

politique mais de définir le type de politique<sup>[4]</sup> dont dépend la figure controversée de l'expert.

En simplifiant beaucoup, ce domaine commun est partagé entre ceux qui pensent que la politique<sup>[4]</sup> peut absorber les questions techniques sans grave remise en cause et ceux qui pensent, au contraire, que c'est la nouveauté politique<sup>[1]</sup> et <sup>[2]</sup> des sciences et des techniques qui va toujours rebrasser le collectif obligeant à inventer de nouvelles définitions du public — ce qui oblige, autrement dit, à faire rebrousser les affaires vers le deuxième sens<sup>32</sup>. Les premiers pensent qu'il faut définir la politique<sup>[4]</sup> par des procédures (celles, en l'occurrence du débat rationnel), les seconds qu'elle ne peut se définir que par les *objets*, les *choses*, les « *issues* » qui viennent chaque fois la décomposer (mais pour clarifier ce point il me faut avoir dressé également la liste des différents sens de l'adjectif « scientifique »).

### **Politique= la gouvernementalité**

Si l'on suit le destin des « *issues* », on s'aperçoit que beaucoup finissent dans un état que l'on pourrait qualifier à nouveau d'apolitique si ce n'était justement pas ce sens là sur lequel se sont exercés les plus fins analystes venus aussi bien des sciences politiques, de l'histoire, de la technologie que des « *science studies* ». En effet, le *cinquième* et avant dernier sens va permettre de préciser, par contraste, les deux précédents. C'est en faisant appel, cette fois-ci, à Michel Foucault qu'on pourra plus rapidement le qualifier.

Sous le terme un peu lourd de « gouvernementalité », Foucault a su déceler un phénomène lui aussi assez pesant : la nature politique<sup>[5]</sup> de ce qui semblait jusqu'ici n'appartenir en rien aux domaines du politique<sup>[2, 3, 4]</sup>. Ni la disposition des murs d'une prison, ni les préférences sexuelles, ni la comptabilité des péchés dans un ordre religieux<sup>33</sup>, ni un texte de loi, ni le plafond de verre sur les carrières des femmes, ni la définition de l'orgasme<sup>34</sup> ou de la masturbation<sup>35</sup>, ni le training des chiens de course<sup>36</sup>, ne paraissent, aux yeux du sens commun, faire partie des objets politiques ni devoir se traiter dans les arènes de la démocratie. Et pourtant, l'immense travail des historiens, des féministes, des « archéologues » (au sens justement de Foucault) n'a rien fait d'autre que de révéler, derrière l'apparence professionnelle, savante, technique de tous ces « savoirs » et ces savoirs faire, les

<sup>32</sup> C'est tout le sens de la distinction introduite par M. Callon et al, op. cit., entre « démocratie délégative » et « démocratie dialogique », la seconde devenant nécessaire à cause des limites de la première dans toutes les questions controversées.

<sup>33</sup> P. Quattrone. "Accounting for God. Accounting and Accountability Practices in the Society of Jesus (Italy, 16th-17th centuries)." *Accounting, Organizations and Society* 29, 7, 647-83, 2004.

<sup>34</sup> E. Lloyd, *The Case of the Female Orgasm: Bias in the Science of Evolution*, Harvard University Press, Cambridge, Mass, 2005.

<sup>35</sup> T. W. Laqueur, *Solitary Sex : A Cultural History of Masturbation*, New York, Zone Books, 2004.

<sup>36</sup> D. J. Haraway, *When Species Meet*, Minneapolis, Minnesota University Press, 2007, voir aussi en français D. Haraway, *Le Manifeste Cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes (anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan)*, Paris, Exils Editeur, 2007.

formes de « pouvoir » qui s’y exercent d’une façon d’autant plus efficace qu’ils se sont fondus dans les habitudes en se naturalisant.

Chose intéressante pour mon effort de calibration, dire d’un texte de loi ou d’une habitude administrative qu’elle est politique<sup>[5]</sup>, c’est signaler exactement l’inverse de ce par quoi j’ai commencé cette liste. Loin de venir rompre les associations du collectif, bousculer la hiérarchie des êtres qui le composaient jusqu’ici, violenter le cosmos, comme ce qui est politique<sup>[1]</sup>, la gouvernementalité exerce sa violence par le silence total, l’ancrage indiscutable, l’impression de naturel, d’évidence qu’elle a su donner à toutes ces institutions. Et bien sûr, l’opposition de ces deux termes, en pratique n’est pas si grande puisque, dans les deux cas, c’est le travail des historiens, l’enquête des féministes, la reprise des archives par les archéologues, et donc le travail d’autres disciplines, d’autres laboratoires, d’autres chercheurs, qui permettent de rendre à la politique<sup>[5]</sup> ce que l’habitude et l’ignorance lui avaient fait perdre. On peut même dire, que tout ce qui est politique<sup>[5]</sup> au sens foucauldien a été politique<sup>[1] · [2] ou [3]</sup>, puisqu’il n’est pas un seul objet de la gouvernementalité qu’on ne retrouve à l’état de vive controverse en remontant, selon les cas, de quelques années, de quelques décennies, ou de quelque siècles dans l’histoire des sciences, et qui n’ait engagé, sous des formes parfois violentes, des questions de souveraineté. Si les vaccinations participent aujourd’hui silencieusement de la gouvernementalité la plus administrative, il ne faut pas remonter bien loin pour retrouver, aux laboratoires de Pasteur ou de Koch, les bruyants débats où le collectif du 19<sup>e</sup> siècle se rebrassait tout entier en faisant des microbes ce dont sa survie dépendait alors<sup>37</sup>. C’est sûrement autour de cette tradition, en gros foucauldienne, que la collaboration a été la plus féconde entre nos deux domaines<sup>38</sup>.

On voit que, tout au long de leurs trajectoires, les affaires que nous cherchons à suivre n’apparaîtront pas toujours également visible. Alors que les sens -2, -3 et -4 permettent d’établir des liens sinon faciles du moins possibles avec ce que le sens commun reconnaît facilement comme politique, il n’en est pas de même des sens -1 et -5. Il faut faire un effort dans les deux cas pour voir dans ces questions à première vue « purement techniques » leur caractère éminemment politique, soit qu’il s’agisse, dans le premier, d’étendre la liste des êtres qui viennent bouleverser la définition du cosmos, soit qu’il faille, dans le cinquième, dépasser l’impression écrasante d’évidence par laquelle passe l’exercice du pouvoir institué. Deux violences extrêmes, deux formes immensément efficaces de pouvoir/savoir, qui ont longtemps échappées aux arènes politiques avant d’y prendre une place chaque jour plus grande. La question reste de savoir comment les études sur les sciences et les sciences politiques peuvent collaborer pour assurer la visibilité continue de toutes ces « issues ».

<sup>37</sup> R. J. Evans, *Death in Hamburg. Society and Politics in the Cholera Years 1830-1910*, Harmondsworth, Penguin Books, 1987.

<sup>38</sup> S. Meyet, M.-C. Naves, and T. Ribémont, *Travailler avec Foucault : Retours sur le politique*, Paris, L’Harmattan, 2004.

## Plusieurs états possibles pour les mêmes affaires

<i>Synonyme</i>	<i>Définition</i>	<i>Repères</i>
politique <sup>[1]</sup>	Nouvelles associations	Histoire sociale des sciences
politique <sup>[2]</sup>	Pose le problème du public	Dewey
politique <sup>[3]</sup>	Rejoue la souveraineté	Schmitt
politique <sup>[4]</sup>	Enjeu d'une démocratie	Habermas
politique <sup>[5]</sup>	Devient une institution	Foucault
<i>politique</i> <sup>[6]</sup>	<i>Ce qui n'est pas scientifique</i> <sup>[2]</sup>	<i>Épistémologie</i>

Figure 1 : Liste des différents sens du mot politique tels qu'on peut les utiliser concurremment dans le domaine des études sur les sciences

Résumons par un tableau les premiers résultats de cet article. À voir la multiplicité des synonymes du même mot de politique, on comprend déjà l'extrême ambiguïté — pour ne pas dire l'incohérence — des études sur les sciences, et c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la science politique a porté jusqu'ici peu d'attention à un domaine aussi confus. Et pourtant, on voit bien que, si nous concentrons l'attention sur l'état des « affaires » et non plus sur un effort de définition a priori de ce qui constitue ou ne constitue pas la politique « proprement dite », la collaboration devient évidente.

D'autant qu'une même affaire, une même cause, une même « *issue* » peut passer par tous les sens différents. Son mouvement ne sera pas forcément linéaire mais peut sauter des étapes, monter ou descendre dans le tableau, demeurer sans bouger dans l'une ou l'autre des cases avant de s'agiter frénétiquement. Si l'on croit bon de prendre pour exemple typique d'un sujet politique<sup>[5]</sup> la forme des digues choisies par les ingénieurs des Ponts et Chaussées, on ne sera pas surpris de voir, après le passage du cyclone Katrina, que la question des choix techniques pour les digues qui doivent protéger la Nouvelle Orléans est soudainement devenues politique<sup>[2]</sup> et même, à cause de la gestion catastrophique du Président Bush, politique<sup>[3]</sup> : comme il n'a pas pu assurer la protection de ses concitoyens, voilà soudain l'obscur question des digues attachées à la grande question de la souveraineté. Un déplacement dans l'espace aura les mêmes effets qu'un déplacement dans le temps : on trouvera à travers le monde dans tous les états politiques possibles des « causes » apparemment semblables d'adduction d'eau, de transport public, de tout à l'égout, de protection des espèces ou d'énergie renouvelable : institutions au delà des Alpes, controverses en deçà. Pour traiter en commun ces objets, il ne nous manque, me semble-t-il, qu'un petit effort de coordination. À condition de remarquer qu'aucun des sens que j'ai relevés jusqu'ici n'entraîne de distinction particulière d'avec une autre activité, une autre sphère, un autre domaine qui serait particulier aux « sciences ». Tous désignent le même pot commun et qualifient seulement des étapes, si j'ose dire, dans la cuisson des ingrédients qui composent ce *melting pot*.

Il n'en sera pas de même du *sixième sens* du mot politique. Mais pour le définir il faut prolonger notre effort de clarification et passer maintenant à celui du mot « science ».



## *Quatre sens distincts du mot « scientifique »*

Il peut paraître insensé de préciser, en quelques pages, l'usage d'un terme aussi polysémique. Et pourtant, il est impossible de calibrer la collaboration entre les études sur les sciences et la science politique sans s'efforcer d'en définir les différentes acceptions puisque c'est justement la particularité de notre domaine que d'en rendre l'usage aussi problématique que possible.

S'il y a un terme que les sciences sociales ne devraient plus employer sans inquiétude, comme si les *science studies* n'étaient pas passées par là, c'est bien le mot « science » (je laisse de côté le mot « social » qui devrait les gêner encore bien davantage, mais ceci est une autre affaire<sup>39</sup>...). Le point important et, je le reconnais, quelque peu polémique, c'est que, pour commencer cette section, il faut d'abord admettre que la science n'est pas ce qui éclaire mais ce qu'il convient d'abord d'éclairer. Elle doit glisser du rôle de ressource indiscutable à celui d'objet d'une enquête systématique (*from resource to topic*). Autrement dit, pour que la discussion se noue, il faut accepter que nous ne sachions pas du tout ce que veut dire le terme « scientifique » — ce qui n'est que le pendant, on l'aura compris, de ce que je demandais, au début de la section précédente, pour le mot « politique ». Pas plus qu'il n'existe un domaine prédéfini du politique, il n'existe une méthode, un domaine, une discipline, une sphère qui serait « scientifique »<sup>40</sup>.

### **Scientifique = raisonnable et objectif**

Je passe très vite sur un premier sens du mot scientifique<sup>[1]</sup> (j'utiliserai là encore des indices), par lequel on désigne un synonyme, plutôt vague, de « raisonnable », « rigoureux », « honnête », « sérieux », mélange assez mal défini de qualités morales et d'habitudes de bonne compagnie. Non pas que ce terme ne soit pas important, au contraire. De plus en plus d'études quasi ethnographiques et même éthologiques sur le comportement du « scientifique », sur son corps même, voire sur ses habitudes alimentaires ! nous montrent à quel point c'est bien ce paquet de qualités que l'on désigne le plus souvent par ce terme, sans vouloir toujours l'avouer : une façon d'être, de s'habiller, de se comporter, de prendre ses distances, d'être attentif, et si l'on peut le résumer d'une expression, de manifester d'une façon ou d'une autre *le pathos de l'objectivité*<sup>41</sup>. Pathos que l'on peut d'ailleurs retrouver davantage sous les complets trois pièces des conseillers d'État que sous

<sup>39</sup> B. Latour, *Changer de société - refaire de la sociologie* (traduit par O. Guilhot), Paris, La Découverte, 2006..

<sup>40</sup> A l'inverse du livre de P. Favre op. cit. qui prend comme point de départ que, pour découvrir le « fondement » épistémologique de la science politique, il faut d'abord définir une « vision scientifique du monde ».

<sup>41</sup> L. Daston. "Objectivity and the Escape from Perspective." *Social Studies of Science* 22, 4, 597-618, 1992. ; S. Shapin, *A Social History of Truth: Gentility, Civility and Science in XVIIIth Century England*, Chicago, Chicago University Press, 1994; S. Shapin, and C. Lawrence, eds. *Science Incarnate. Historical Embodiments of Natural Knowledge*. Chicago, University of Chicago Press, 1998.

les blouses blanches des laboratoires<sup>42</sup>. Mais cette acception très spéciale, si elle intéresse énormément l'anthropologie, ne résonne qu'assez peu avec les questions de science politique et ressortit plutôt à l'histoire des caractères. Rappelons seulement que, en ce sens banalisé, dire d'un énoncé qu'il est « scientifique » ne signifie rien d'autre que « digne de foi », sans expliciter en rien la nature de la chaîne de gens raisonnables qui s'en porte garant. De même que l'adjectif « objectif » désigne tantôt une qualité des sujets et tantôt une qualité des « objets », de même l'adjectif « scientifique » change complètement de sens selon qu'on s'en sert pour désigner un état d'esprit ou le rapport à un type particulier d'objets.

### **Scientifique= qui est distinct de la politique**

C'est ce qu'on voit bien en abordant le *deuxième sens*. Celui-là nous intéresse de façon décisive puisque c'est par lui que *s'invente la distinction même entre les deux domaines de la science et de la politique*. Il ne serait pas faux de définir les *science studies* comme le domaine qui, loin de prendre la distinction pour acquise, s'est efforcée, au contraire de décrire les époques où celle-ci s'invente. De façon, il faut le reconnaître, bien inconfortable, au lieu de s'installer de l'un ou de l'autre côté du mur, elle a posé ses appareils sur le mur — et pendant qu'il se construisait.

Comme je l'ai dit en commençant, le cas le plus éclatant, celui qui a eu le plus grand impact, même en France (et même en science politique), est bien sûr celui de la relation entre Boyle et Hobbes relatée dans le maître livre de Steve Shapin et Simon Schaffer<sup>43</sup>. Mais on peut aller plus loin encore et revenir sur la distinction même, non plus entre « science » et « politique », maintenant si clairement liée à des formes historiques dont l'histoire sur trois siècles commence à s'éclairer, mais cette fois-ci sur l'origine même de la différence capitale entre *conviction* et *persuasion*. En effet, la Révolution Scientifique hérite d'une différence bien plus ancienne, qu'un autre chef d'oeuvre, plus récent, celui de Reviel Netz nous permet, là encore, d'historiciser<sup>44</sup>.

D'où vient en effet l'idée stupéfiante, celle qui enthousiasme encore maintenant les lecteurs du *Gorgias* de Platon qu'il existerait, en plus de la rhétorique, une autre voie, celle de la preuve indiscutable<sup>45</sup> ? Pour reprendre les termes mis en lumière par Barbara Cassin<sup>46</sup>, d'où provient la différence si décisive entre des termes, au début synonymes, celui d'*apodeixis* qui va donner le raisonnement apodictique, et celui d'*epideixis* qui va donner l'éloquence et ses apparences trompeuses ? Si l'on veut remonter à la source de ce qui va donner bien plus tard la séparation entre le domaine de la Science et celui de la Politique, c'est bien jusque là qu'il faut aller. Quel lecteur n'est pas convaincu qu'il existe bien « quand même » une différence essentielle, indiscutable, indispensable aussi bien intellectuellement que moralement, entre la discussion rationnelle et scientifique d'un côté, et de l'autre,

<sup>42</sup> B. Latour, *La fabrique du droit. Une ethnographie du Conseil d'Etat*, Paris, La découverte, 2002.

<sup>43</sup> S. Shapin, and S. Schaffer, *op. cit.*

<sup>44</sup> R. Netz, *The Shaping of Deduction in Greek Mathematics : A Study in Cognitive History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

<sup>45</sup> M. Detienne, (sous la direction de). *Qui veut prendre la parole?* Paris, Le Seuil, 2003.

<sup>46</sup> B. Cassin, *L'effet sophistique*, Paris, Gallimard, 1995.

le débat indéfini qui doit faire appel, pour se clore, aux ressources de la rhétorique ?

Or, c'est justement l'immense mérite du livre de Netz que de nous amener, par un travail aussi rigoureux que celui de Shapin et Schaffer, au plus près du « laboratoire » d'où va surgir cette distinction. Pour le résumer d'une phrase : l'apodictique est la transposition, dans le langage de la philosophie, d'une pratique des géomètres grecs qui ne réussissait à transférer des nécessités d'un bout à l'autre d'une preuve que parce qu'elle s'abstenait, avec un soin obsessif et jaloux, de sortir du cadre étroit d'un travail formel sur des *diagrammes* géométriques. L'idée d'une différence radicale entre apo- et épi-déictique vient d'un *détournement*, par les Platoniciens, d'une pratique ésotérique dont ils ne sont jamais parvenus à imiter la technique (la géométrie « marchait » parce que les diagrammes n'avaient justement *pas* de contenu) mais dont ils ont transposé seulement *l'effet rhétorique*, en effet stupéfiant : la possibilité de transférer d'étape en étape un type de certitude indiscutable. Sans rentrer dans les détails, nous nous trouvons là transportés au cœur même de l'épistémologie (politique)<sup>47</sup> : les platoniciens vont réinventer la vie de la Cité en y important une nouveauté radicale qui n'a pas d'autre contenu que la réitération sans fin qu'il existe une différence radicale entre philosophie et sophistique, entre apo- et épi-déictique... C'est ainsi que la raison va triompher apparemment de la sophistique.

On remarquera donc que, si l'on dit d'un propos, d'un fait, d'une discipline ou de quelqu'un qu'il est scientifique<sup>[2]</sup> en ce sens, on ne définit jamais un contenu particulier, on dresse simplement la différence entre l'intérieur et l'extérieur, on trace un territoire, on rejette au dehors quelque chose qui, plus tard, va devenir le domaine propre de la politique définie justement comme ce qui *n'est pas* scientifique. C'est là que l'épistémologie politique devient l'épistémologie tout court<sup>48</sup>.

Et c'est cette opération de mise à l'écart qui va nous obliger à définir un sixième sens du mot politique<sup>[6]</sup>, sans autre contenu que de ne pas avoir les qualités rationnelles que l'on s'imagine être celle des sciences. Dorénavant, on va faire comme si toute idée de la politique dépendait de cette définition de la science, et vice versa, les deux sens formant un couple infernal qui ne peut ni s'entendre, ni divorcer, mais qui prend pourtant comme seule identité le fait d'être radicalement séparé (inséparable) de l'autre... « Ah, c'est scientifique<sup>[2]</sup> ? Donc ce n'est pas politique<sup>[6]</sup> ! » Terme étonnant qui n'a pas d'autre objet que de subir une exclusion d'avec une autre activité sans autre contenu que cette exclusion même ! Mais terme à l'efficacité ahurissante puisque, sans exagérer, on peut tracer une ligne continue du *Gorgias* à aujourd'hui : l'arme de l'épistémologie est à peine

<sup>47</sup> B. Latour. "The Netz-Works of Greek Deductions. A Review of Reviel Netz: the Shaping of Deduction in Greek Mathematics." *Social Studies of Science*??, 200- (sous presse).

<sup>48</sup> Il faut toujours prendre soin de distinguer « l'épistémologie politique » qui englobe les études sur l'origine et la gestion des différences entre science et politique de « l'épistémologie (politique) » qui, sous prétexte de définir la science met entre parenthèses qu'il s'agit tout au long de politique et de rien d'autre (B. Latour, *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique* (traduit par Didier Gille), Paris, la Découverte, 2001.

émoussée comme si vingt cinq siècles n'avait au contraire réussi qu'à l'affûter constamment !

C'est évidemment ces deux sens là, celui de scientifique<sup>[2]</sup> et de politique<sup>[6]</sup> que l'on utilisait naguère, du temps par exemple de Louis Althusser, pour distinguer « enfin » la « science » de « l'idéologie ». Chose plus étonnante, c'est encore ces vocables que l'on prétend continuer à utiliser afin de patrouiller la frontière entre les « questions purement techniques » et la tendance à « politiser<sup>[6]</sup> indûment ce qui ne devrait jamais l'être », même si les affaires d'aujourd'hui échappent totalement et à cette idée de la science<sup>[2]</sup> et à cette notion là de la politique<sup>[6]</sup>. Pas étonnant, qu'on ait quelque peine à s'en débrouiller !

Pour le dire plus brutalement, le sens commun ne reconnaît en général de la politique<sup>[6]</sup> que ce qui tombe du couperet de l'épistémologie, que le négatif dont le scientifique<sup>[2]</sup> serait le positif. On comprend sans peine que si, par malheur, la science politique reprenait ce sens-là de scientifique dans son intitulé, elle aurait quelque difficulté à le digérer. C'est qu'elle aurait pris, pour désigner sa méthode d'enquête, le terme polémique par excellence qui aurait fait de son objet d'étude —la politique<sup>[6]</sup>— un simple résidu !

Mais le point le plus fondamental auquel j'ai déjà fait allusion et sur lequel je reviendrai dans la conclusion, c'est que, de tous les sens que nous avons parcourus jusqu'ici, c'est le *premier* —et l'on verra que c'est le seul— qui se consacre exclusivement à faire la distinction d'avec la politique. Des cinq synonymes que nous avons listés dans la section précédente, *pas un* ne cherchait à séparer un domaine propre, celui du politique. Tous, ils qualifiaient des *étapes distinctes dans la trajectoire des mêmes affaires*, un peu comme les astronomes ont pris l'habitude de nommer par des termes distincts (naine rouge, super géante, supernova, pulsar, trou noir, etc.) les états distincts des mêmes étoiles. Le but de tous ces termes n'est pas de tracer une limite entre ce qui appartiendrait à l'objectivité scientifique et ce qui dépend, hélas, des noises politiques, mais de définir comment le collectif parvient plus ou moins bien à se débrouiller de ces affaires.

### **Scientifique= soumis à l'épreuve devant des porte-parole**

C'est exactement à cette limite qu'échappe le *troisième sens* du mot « scientifique », dès que ce terme devient l'objet d'une enquête minutieuse au lieu d'être le « *In hoc signo vinces !* » dont on rêve à la veille des batailles. On peut affirmer que les *science studies* se sont constituées quand on a voulu définir l'activité scientifique<sup>[3]</sup> *sans justement* invoquer la question épistémologique par excellence<sup>49</sup>, c'est-à-dire sans accepter que ses recherches soient mobilisées dans la grande guerre de la science<sup>[2]</sup> contre la politique<sup>[6]</sup>. Les malentendus que notre domaine a suscité au début viennent d'ailleurs de là : certains chercheurs des sciences naturelles et sociales ont cru que nous prenions l'initiative de politiser<sup>[6]</sup> les sciences<sup>[2]</sup> alors qu'il s'agissait de les étudier positivement en ignorant *enfin* la question de la démarcation. D'où les batailles entre le « réalisme » et le « relativisme », pleines de sens pour ceux qui tenaient à bout de bras le Labarum,

<sup>49</sup> D. Pestre, *Introduction aux Science Studies*, Paris, La Découverte, 2006.

mais à peu près aussi dérisoires, pour nous, que celles entre Petitsboutistes et Grosboutistes. On a cru que nous partions en guerre contre la Raison, alors que nous désertions au contraire son combat, que nous fondions nos épées pour en forger des charrues !

Délivrée du deuxième sens (et par conséquent de son encombrant pendant politique<sup>[6]</sup>), l'adjectif scientifique<sup>[3]</sup> ne désigne pas du tout les mêmes phénomènes. Il nous dirige d'abord vers de nouveaux lieux, comme le laboratoire, qu'il saisit comme pratique et dont l'étrangeté anthropologique apparaît alors en pleine lumière<sup>50</sup>. Pratique dont on s'étonne qu'elle ait été aussi peu décrite avant nous tant les objets qu'elle révèle diffère entièrement de l'idée qu'on se fait usuellement des sciences. Ce n'est pas le but de cet article d'en résumer le contenu, mais je voudrais signaler l'un des points qui pourraient servir d'accroche aux préoccupations des sciences politiques.

Est scientifique<sup>[3]</sup>, en ce sens, tout dispositif qui permet de *faire parler* les phénomènes dont le chercheur devient, en quelque sorte, le *porte-parole*. Quand on sait l'immense littérature et les extrêmes difficultés pour définir, en science politique, ces notions de représentants, de truchements, d'interprètes, on peut imaginer la collaboration possible avec la littérature, de plus en riche elle aussi, qui décrit comment les chercheurs *représentent* leurs objets<sup>51</sup>. Que l'un des sens du mot représentation s'applique plutôt aux humains dans son sens traditionnellement politique (le côté Hobbes) alors que l'autre sens du mot représentation s'applique plutôt aux choses dans son sens traditionnellement scientifique (le côté Boyle), n'empêche pas que toute controverse a déjà, en pratique, mêlée les deux formes<sup>52</sup>.

« Au nom de qui parlez vous ? » « Êtes vous un témoin fiable ? » « Est-ce vous qui parlez ou ceux au nom desquels vous parlez », etc., on sent bien que toutes ces questions sont *communes*, qu'il s'agisse du réchauffement global, du calcul des statistiques de chômage, ou de représentativité des syndicats. Pour éviter de voir ce qu'il y a de commun à la science<sup>[3]</sup> comme à la politique, on prétend parfois que, dans le premier cas, ce sont « les faits qui parlent par eux-mêmes », alors que dans le second ce ne sont jamais que des humains qui parlent « à la place » d'autres humains. Mais, d'abord, il n'est pas plus facile de faire parler des humains que des objets, et, de plus, jamais les faits ne parlent par eux-mêmes sans un dispositif, infiniment complexe, pour les faire parler<sup>53</sup>. La question commune est plutôt de savoir quelles sont les *épreuves* que l'on fait subir et comment l'on s'assure, selon les cas, de la *récalcitance* des objets dont on parle. Qu'on fasse des démonstrations de

<sup>50</sup> S. Houdart, *La cour des miracles. Ethnologie d'un laboratoire japonais*. (Paris: CNRS Editions, 2008; K. Knorr-Cetina, *Epistemic Cultures. How the Sciences Make Knowledge*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1999.

<sup>51</sup> M. Lynch, *Art and Artifact in Laboratory Science A Study of Shop Work and Shop Talk in a Research Laboratory.*, London, Routledge, 1985; H.-J. Rheinberger, *Toward a History of Epistemic Thing. Synthesizing Proteins in the Test Tube*, Stanford, Stanford University Press, 1997; M. Atten, and D. Pestre, *Heinrich Hertz. L'administration de la preuve*, Paris, PUF, 2002..

<sup>52</sup> I. Stengers, *L'invention des sciences modernes*, Paris, La Découverte, 1993.

<sup>53</sup> L. Daston, and P. Galison, *Objectivity*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007.

rue ou des démonstrations de rats, il faut toujours démontrer. Et si l'on démontre, on sera toujours contredit, il faudra toujours trouver l'instrument idoine, délimiter l'arène ajustée à ce type de disputes, convoquer le groupe de témoins capables d'en juger, préciser les épreuves qui feront la différence, imaginer les procédés par lesquels ont va pouvoir la clore.

D'ailleurs, il y a quelque ironie à écrire un article pour convaincre des collègues universitaires de calibrer nos définitions, alors que, de toutes parts, se multiplient des dispositifs qui ont trente ans d'avance sur notre vocabulaire et qui ont déjà, de mille façons, réglés en pratique la question dont le seul énoncé scandalise encore trop souvent ! Quand le GIEC se réunit à Paris en février 2007 pour servir d'assemblée ad hoc à l'affaire du réchauffement global et décider de sa *causalité* précise, à quoi servirait-il encore d'opposer les ressources de la science politique et des *science studies* ? On sent bien que les efforts pour faire entrer une telle assemblée dans le lit de Procuste de l'opposition entre la vraie science<sup>[2]</sup> et la fausse politique<sup>[6]</sup> — même s'ils n'ont pas manqués — n'ont plus aucun sens et que l'on se dirige déjà vers un tout autre enjeu, loin devant nous : quelle *epideixis* peut servir de soutien à l'*apodeixis* ?

Remarquons qu'aucun trait de cette anthropologie des sciences ne diffère radicalement des cinq premiers sens du mot politique que nous avons repérés. Certes, il y a bien *des* différences : on ne conduit pas une expérience de laboratoire comme on mène une grève, un conseil d'administration ou un comité d'experts. Mais on n'y retrouve sûrement pas LA différence imposée par le sens précédent. Les compétences, les carrières, les enjeux, les passions, tout est différent : le pot est commun ainsi que les affaires, les « *issues* » qui y mijotent. C'est cela l'objet commun, la *chose* commune<sup>54</sup>. Alors qu'il était tout à fait impossible, avec le sens précédent de conduire une enquête en suivant les affaires où qu'elles nous mènent, à cause même du poids du terme scientifique<sup>[2]</sup> (et de son encombrant vis à vis la politique<sup>[6]</sup>), rien n'empêche de passer maintenant, sans solution de continuité, du laboratoire le plus ésotérique à la plus bruyante et noiseuse des assemblées. Ce n'est pas l'ancienne frontière entre science et politique qu'il faut suivre, mais les étapes successives des mêmes affaires.

### **Scientifique = logistique des données**

Si l'on hésite à voir à quel point l'activité scientifique<sup>[3]</sup> n'a nul besoin pour être comprise de se distinguer a priori des situations politiques, c'est peut-être aussi parce qu'on la confond avec un *quatrième sens*, aussi différent en effet que celle-là l'est du deuxième. Si vous assurez avec confiance qu'un énoncé est « scientifique<sup>[4]</sup> », c'est souvent parce que vous désignez du doigt l'ampleur du travail de recueil de données dont il n'est que la pointe. Contrairement au premier sens, ce qui vous rassure n'est pas du tout le fait que celui qui l'énonce est « scientifique<sup>[1]</sup> », qu'il a l'air « sérieux », « raisonnable », « distant » ou « rassis », ce ne sont pas ses qualités subjectives, son éthologie, auxquels vous faites allusion. Non, ce qui vous permet de marcher à sa suite, c'est que vous avez pu mesurer, souvent indirectement, qu'il existe, pour appuyer ses dires, un flux continu de

<sup>54</sup> B. Latour, and P. Weibel, eds. *Making Things Public. Atmospheres of Democracy*. Cambridge, Mass, MIT Press, 2005.

formes calibrées et archivées, ce qu'on appelle des *données*, des « *data* », ce que j'ai proposé d'appeler plutôt, étant donnés leur coûts et la difficulté de les obtenir, des « *obtenues* » (des *sublata*)... Scientifique<sup>[4]</sup> veut dire alors que l'on est appuyé sur une multitude d'autres preuves vers lequel on pourrait remonter, en cas de contestation, par un chemin sans rupture.

Le Web a si bien généralisé l'accès aux bases de données, que tout un chacun, aujourd'hui, peut vérifier par soi-même ce que veut dire assurer un propos « sur des données ». Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit là d'un phénomène qui remonte à plusieurs siècles. La numérisation des bases de données favorise en partie la fluidité et l'accès (malgré la tendance inverse à l'appropriation et au secret<sup>55</sup>), mais elle ne fait que prolonger ce qui se faisait déjà par les collections, les archives, les campagnes de prospection, les enquêtes statistiques. Toute discipline savante, qu'il s'agisse de la géologie, de l'obstétrique, de l'ethnographie, de la pédagogie, du management, de la tribologie, de la science politique, etc., va se définir par l'importance, le coût, la qualité, l'entretien, de son réseau de bases de données. Elle sera plus ou moins scientifique<sup>[4]</sup> selon l'ampleur de ce réseau.

Ce qui ne veut aucunement dire qu'elle sera scientifique<sup>[3]</sup> pour autant ! Nul n'aurait l'idée de juger d'un fond de pension à l'ampleur de son capital, on le juge d'abord au rendement qu'il a su lui donner ; de même, il n'y aurait aucun sens à juger qu'une discipline est scientifique<sup>[3]</sup> sous prétexte qu'elle a « beaucoup de données » : il faut d'abord qu'elle nous montre ce qu'elle est capable de faire de son capital, comment elle a su le faire fructifier en objets récalcitrants. Là encore il ne faut pas confondre des sens entièrement distincts de ce périlleux adjectif « scientifique ». Il existe tant de domaines scientifiques<sup>[4]</sup> aux données ébouriffantes qui n'ont pas produit un seul résultat scientifique<sup>[3]</sup> digne de confiance, même si elles ont réussi à gonfler d'importance ceux qui empruntent à la science<sup>[1]</sup> tout le pathos de l'objectivité. S'il y a une chose dont les *science studies* nous ont libérés, c'est de la croyance qu'il est facile d'imiter le style scientifique et qu'il suffit d'être ennuyeux pour dire des choses scientifiquement exactes... Une chose est sûre : on ne peut pas utiliser le mot scientifique sans en préciser l'indice.

Espérons que l'ajout de quelques indices pour démêler les synonymes du mot « science » aidera les sciences sociales à ne pas se laisser intimider : elles n'auront pas du tout le même aspect selon qu'il s'agira de sciences<sup>[3]</sup> sociales ou de sciences<sup>[2]</sup> sociales... et surtout, leur impact politique sera sans comparaison. Émile Benveniste s'étonnait que le génie de la langue française n'ait pas tiré du mot latin « *scientia* », au lieu du seul « scientifique », des termes comme « *sciental* » ou « *scientaire* ». Cela nous aurait en effet permis de ne pas mélanger des termes dont la distinction semble essentiel à notre vie commune.

---

<sup>55</sup> P. Galison. "Removing Knowledge." *Making Things Public*. (sous la direction de). Bruno Latour and Peter Weibel. Cambridge, Mass: MIT Press, 2005. 590-99.

## *Conclusion: cosmopolitique*

En récapitulant dans la figure 2 les différentes acceptions repérées dans cet article, nous voyons plus clairement encore qu'un seul sens (en grisé) ne se définit que par contraste avec l'autre. C'est le seul dont on peut dire qu'il trace en effet des sphères incommensurables. Tous les autres désignent, plus ou moins précisément, des états différents (et parfois successifs) dans lesquels peuvent se trouver les affaires brassées par le collectif.

<i>Synonymes de</i>	<i>Politique</i>	<i>Synonymes de</i>	<i>Scientifique</i>
Politique <sup>[1]</sup>	Nouvelle association		
Politique <sup>[2]</sup>	Le public et ses problèmes		
Politique <sup>[3]</sup>	La souveraineté		
Politique <sup>[4]</sup>	La discussion rationnelle		
Politique <sup>[5]</sup>	L'institution invisible	Scientifique <sup>[1]</sup>	Raisonné
<b>Politique<sup>[6]</sup></b>	Non-scientifique	<b>Scientifique<sup>[2]</sup></b>	Non-politique
		Scientifique <sup>[3]</sup>	Produit des témoins fiables
		Scientifique <sup>[4]</sup>	Mobilise des données

*Figure 2 : Récapitulation des différents sens des mots « politique » et « scientifiques »*

Voici donc, très grossièrement esquissé, comment se présente, du côté des *science studies* (tel, du moins que je l'interprète) la délicate question des rapports entre les mots « science » et « politique ». Les nuances que j'ai introduites risquent de paraître, aux yeux de la science politique, à la fois trop pinailleuses et trop rudimentaires. Il m'importait avant tout de bien faire la distinction entre les définitions qui rendent possibles la collaboration et celles qui l'annihilent d'emblée. D'où l'importance de procéder lentement.

Quand on utilise de façon trop rapide les deux termes, on emprunte sans y penser la seule définition du mot scientifique<sup>[2]</sup> qui n'ait aucun autre contenu que de définir par défaut la politique<sup>[6]</sup>. Aussitôt, disparaissent tous les autres sens qui n'ont nullement pour objet de définir des domaines distincts, des sphères d'activité autonomes. D'un seul coup, la collaboration entre les disciplines comme la science politique et la politique des sciences devient soit totalement impossible, soit consiste à prendre pour point de départ les deux caricatures pour ensuite tenter de les rabouter : il y aurait « aussi » dans les sciences des « aspects » et des « dimensions politiques »... Malgré l'ampleur des commentaires sur le livre de Weber, il faut insister au contraire pour dire qu'il n'y a jamais aucun rapport à établir « entre le savant et le politique », la science et la politique, pour la bonne et simple raison que ces domaines à mettre en rapport n'existent pas et n'ont jamais existé séparément.



J'ai tenté dans cet article de proposer une calibration des termes pour définir un phénomène, tel que nous l'observons depuis ma chapelle, celle des *science studies*. Je suis convaincu qu'il est commun à celui des sciences politiques, même si l'usage différent que nous faisons des termes de « science » et de « politique » ne facilite pas toujours la superposition des cas. Autrement dit, il me semble que le véritable phénomène qu'il s'agit de retracer ne se situe dans aucune de nos deux disciplines mais plutôt dans l'évolution plus ou moins rapide des *affaires*, dont les étapes successives doivent être très précisément qualifiées. « Science » et « politique » ne qualifient pas des domaines d'activité ou de compétence, mais plutôt des *états* — comme on parle d'état liquide ou d'état gazeux — dans lesquels se trouvent les objets controversés qui ont vocation à composer le monde commun. C'est à la définition précise de ces états que pourraient me semble-t-il collaborer ce qu'on pourrait appeler la politique des sciences et les diverses sciences du politique.

Les *science studies* profiteraient sûrement d'une telle collaboration tant l'usage que nous avons fait du mot « politique » — sans parler du mot « social » — introduit de confusion. Peut être la science politique pourrait, elle aussi, profiter d'une autre façon de parler ainsi des sciences<sup>[3]</sup> pour retrouver les liens avec le monde, avec le cosmos, puisque c'est toujours, au fond, de cela qu'il s'agit. D'où le terme général de *cosmopolitique*<sup>56</sup> qu'il faudrait choisir pour couvrir l'ensemble des termes de la figure 2 — tous sauf un. L'ampleur des crises écologiques rend d'ailleurs de plus en plus facile à comprendre que toute politique a toujours été une cosmopolitique, c'est-à-dire une politique du cosmos et que, en ce sens, on a toujours eu affaire à ce que j'ai appelé une politique *orientée-objet*<sup>57</sup>. Travail considérable, je le reconnais volontiers, mais qui ne serait plus, du moins, infaisable.

Alors que pendant tant de siècles, on a espéré voler au secours de l'infortunée politique par le raisonnement apodictique offert par l'une ou l'autre science<sup>[3]</sup> (théologie, physique, biologie, économie, génétique, théorie des systèmes, les candidates n'ont pas manqué...), on voit aujourd'hui que, à l'inverse c'est à la politique, mais à une politique bien différente de celle qu'on avait si longtemps méprisée, de venir au secours, de servir d'asile et d'abri aux sciences positives<sup>[3]</sup>. Il ne s'agit au fond de rien moins que de *désinventer la solution platonicienne* qui, en voulant fonder la politique en raison, a fini par perdre et la science et la politique. Quel renversement ! Est-il si absurde de penser que les sciences politiques et les études sur les sciences pourraient contribuer, en joignant leur force, à élaborer une alternative ?

---

<sup>56</sup> Au sens de I. Stengers, *Cosmopolitiques - Tome 1: la guerre des sciences*, Paris, La découverte & Les Empêcheurs de penser en rond, 1996; mais aussi de U. Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?* (traduit par Aurélie Duthoo), Paris, Aubier, 2006.

<sup>57</sup> B. Latour. "From Realpolitik to Dingpolitik. How to Make Things Public. An Introduction." In B. Latour and P. Weibel op.cit, 1-31.